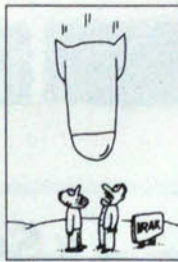




Élections provinciales p. 3

Mario Dumont un politicien qui change d'idée comme d'autres changent de chemise...



La croisade des pétrolières p. 5

Pierre Vadeboncoeur égrène le chapelet de faux prétextes invoqués pour faire la guerre.



Économie alternative p. 6

Jean-René David propose le premier d'une série d'articles sur l'économie participative.

Le Couac

Vol. 6 • n° 7

Avril 2003

3,50 \$



«Soutenir nos troupes»

PAR MICHAEL ALBERT

Michael Albert, écrivain et militant américain bien connu, est co-fondateur du magazine Zmag, du site www.znet.org et de la maison d'édition South End Press.

MALGRÉ L'AMPLEUR historique et tenace de l'opposition générale qui fait rage à travers la planète, la guerre en Irak a donc été déclenchée. Le gouvernement des États-Unis proclame, triomphant, que ceux qui ne sont pas des traîtres doivent se rallier à Washington pour « soutenir nos troupes ». Les opposants à la guerre peuvent alors choisir parmi de nombreuses réponses possibles.

Nous pourrions rétorquer que nos troupes en Irak ne courent quasiment aucun danger, tant l'ennemi auquel elles donnent l'assaut n'a aucun réel moyen de se défendre, et moins encore d'attaquer la seule superpuissance mondiale.

Nous pourrions rétorquer que, alors qu'une petite centaine de soldats américains vont trouver la mort dans cette guerre, plus de 50 000 citoyens américains mourront, les douze prochains mois, d'accidents du travail, des conséquences de l'activité industrielle sur leur santé, dans des accidents de voiture (sans compter les effets de la pollution et des produits toxiques). Nous pourrions ainsi nous demander pourquoi cet immense gâchis annuel, près de quinze fois plus dévastateur que les attentats du 11 septembre 2001, ne provoque pas une guerre contre les violations

commises par les groupes industriels toujours plus avides de profits, à l'encontre de la santé et de la sécurité de leurs employés.

Nous pourrions également rétorquer que les vies des soldats américains ne méritent pas davantage de compassion que celles des Irakiens et que, si nous n'avons pas réussi à tuer un million de fois Saddam Hussein depuis plus d'une dizaine d'années de sanctions, nous sommes parvenus, en revanche, à tuer un million d'Irakiens — et chaque nouveau cadavre ajouté au carnage renforçait Saddam Hussein.

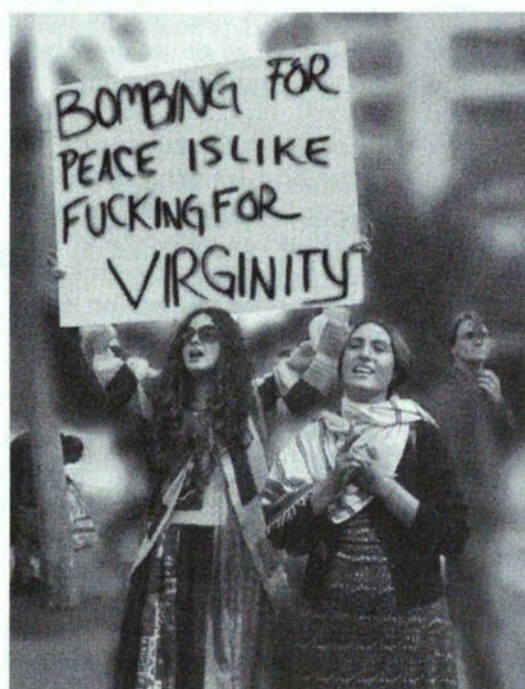
Et, évidemment, nous pourrions expliquer pourquoi déchaîner une campagne destinée à « choquer et terrifier » un pays est injuste et immoral. Pourquoi ces pratiques sont typiques du terrorisme que nous prétendons combattre.

Mais, en ce qui me concerne, je pense qu'une approche différente pourrait avoir davantage d'effets et je réponds « présent » à l'appel au soutien de nos troupes. Oui, moi aussi, je « soutiens nos troupes ».

Je répondrai que je soutiens nos troupes pour qu'elles n'aient à tuer personne en Irak.

Je soutiens nos troupes pour qu'elles n'obéissent pas aux ordres d'attaquer des populations sans défense, des villes, des fermes et des infrastructures vitales qui maintiennent le lien social de tout un pays.

Je soutiens nos troupes pour qu'elles n'aient pas à exécuter les ordres du généralissime



George W. Bush, et qu'elles ne soient pas obligées de passer, ensuite, le reste de leur vie à se demander pourquoi elles ont suivi un tel bouffon barbare au lieu de résister à son autorité aussi immorale qu'illégitime.

Et, pour la même raison, je soutiens le Pape et le Dalaï Lama pour qu'ils se rendent en Irak, face à nos troupes, pour y servir de boucliers humains et pour aider les Irakiens, qui ont déjà tant souffert, aussi bien des restrictions que nous leurs avons imposées et de nos bombardements que de la violence de Saddam Hussein — lequel fut, bien entendu, le bénéficiaire de l'aide militaire et des conseils américains pour mener à bien ses monstrueuses entreprises.

Je soutiens, au final, tous les rabbins, prêcheurs et autres « gourous » — ainsi que tous les lauréats du Prix Nobel de la paix ou de quelque distinction paci-

fique ou humanitaire que ce soit, où qu'ils soient et, enfin, les responsables politiques — qui se rendraient en Irak en tant que boucliers humains.

Je soutiens nos troupes afin qu'elles ne

faite pour intimider les nations et les continents entiers; ce qui ne tourne pas rond quand la guerre soumet une planète pour tester et faire gronder ses engins de mort.

Que peut avoir en tête, que peut porter dans son cœur un soldat qui s'engage dans une guerre contre un ennemi vaincu d'avance

Je soutiens nos troupes pour [...] qu'elles ne soient pas obligées de passer le reste de leur vie à se demander pourquoi elles ont suivi un tel bouffon barbare au lieu de résister à son autorité aussi immorale qu'illégitime.

meurent pas en Irak, au sens propre comme au sens figuré, physiquement ou psychologiquement. Je leur souhaite de rentrer chez eux l'âme sauve et la conscience claire, avec toute la compassion et l'humanité nécessaires pour ressentir de la solidarité envers ceux qui subissent la tyrannie à l'étranger ou ici, aux États-Unis, où 30 millions de « pauvres » sont également tyrannisés.

Je soutiens nos troupes et je leur souhaite de rentrer avec la soif de comprendre ce qui ne tourne pas rond quand on mène une guerre au nom d'un empire; ce qui ne tourne pas rond quand la guerre nie le droit international; ce qui ne tourne pas rond quand la guerre est faite pour posséder du pétrole et s'en servir comme épouvantail contre nos alliés aussi bien que nos ennemis; ce qui ne tourne pas rond quand la guerre est faite au nom du profit; ce qui ne tourne pas rond quand la guerre est

ce, une guerre dont les motifs avancés par nos dirigeants sont vils, et dans laquelle sa propre opinion ne vaut rien ?

Je soutiens nos troupes pour qu'elles refusent de tuer au nom des politiciens et profiteurs. Je soutiens nos troupes pour qu'elles se rebellent et n'obéissent pas aux ordres qu'elles recevront. Je soutiens nos troupes afin qu'elles rejettent la prétendue raison d'État. Et je soutiens nos troupes pour qu'elles rentrent chez elles où leur vrai combat les attend.

Nous devons nous battre pour réinsuffler dans notre société les valeurs de justice, d'égalité et le respect de la diversité, de la solidarité et de l'autogestion.

Nous devons nous battre pour éliminer la gangrène qu'est la propriété privée, qui permet qu'un petit nombre de personnes

Suite à la page 2

Bloody Wednesday

NOUS SOMMES mercredi soir le 19 mars 2003 et ce que je vois sur l'écran me révolte: la nation démesurément armée comparé à ses opposants, les généraux qui planifient froidement leur attaque, le prétexte de la menace des armes destructrices aux mains de l'ennemi, les soldats robotisés chauffés à la haine, les inévitables bavures et les civils innocents qui tombent sous les balles. Un, deux, trois... Il y en aura treize en tout.

Ça se passait en Irlande du Nord, le 30 janvier 1972. J'ai vu ce *Bloody Sunday* sur l'écran du cinéma du Parc, reconstitué avec une sensibilité et un réalisme troublant par le cinéaste Paul Greengrass. À la fin du film, un écriteau nous rappelle que le conflit qui suivit fit 3 000 morts en tout.

L'armée anglaise voulait protéger son peuple contre les hooligans de l'IRA.

Bush dit qu'il veut protéger le peuple américain contre Saddam. Les premières bombes tombent sur l'Irak et Powell dit que la guerre sera brève. Ça devrait rassurer ceux qui ne connaissent pas l'histoire.

BRUNO DUBUC



La guerre d'Irak expliquée

M. Louis Balthazar, qui n'était pas très loin de l'ADQ au temps où il considérait Mario Dumont comme une étoile — l'étoile de Balthazar —, tient à la radio, de temps à autre, des propos intéressants et doctoraux sur la situation internationale. On se demande à cause de quelle bienveillance, comme celle qu'il montrait naguère envers Mario, son jugement, optimiste, jamais cruel, se boucle mal parfois, ne conclut pas, reste béant, même devant l'évidence. Pourquoi cet excellent homme alors ne voit-il pas ce qui saute aux yeux ?

Le 3 mars, à l'émission de Jean Dussault à Radio-Canada, le professeur Balthazar, cherchant la raison pour laquelle les Américains feraient la guerre contre l'Irak, hésitait. Est-ce pour le pétrole? Eh bien pas nécessairement. Non, c'est plutôt pour exercer leur hégémonie dans la région, opinait-il.

Ah bon! Pas pour le pétrole, mais pour l'hégémonie. C'est très différent. Mais enfin, l'hégémonie pourquoi? Parce que, quoi!

PIERRE VADEBONCOEUR

LES IRAKIENS RÉSIGNÉS



Les 10 commandements de la propagande de guerre

LE DIPLOMATE britannique Lord Ponsonby fut l'auteur en 1928 d'une analyse des mécanismes élémentaires de la propagande de guerre et de leur traduction en 10 commandements.

1. Nous ne voulons pas la guerre.
2. Le camp adverse est seul responsable de la guerre.
3. L'ennemi a le visage du diable (ou l'affreux de service).
4. Les buts réels de la guerre doivent être masqués sous de nobles causes.

5. L'ennemi provoque sciemment des atrocités, nous commettons des bavures involontaires.

6. Nous subissons très peu de pertes, les pertes de l'ennemi sont énormes.

7. Notre cause a un caractère sacré.

8. Les artistes et intellectuels soutiennent notre cause.

9. L'ennemi utilise des armes non autorisées.

10. Ceux qui mettent en doute notre propagande sont des traîtres.



COURRIER DES LECTEURS

L'Affaire Guindonville (suite)

Lettre à M. Laurent Lachaine, maire de Val-David et à M. André Desjardins, directeur-général de Val-David

Messieurs,

Relativement aux expropriations controversées à Val-David, ce qu'on appelle L'Affaire Guindonville, j'ai pris bonne note des articles de Mme Josée Boileau dans *Le Devoir* des 1^{er} et 4 février, ainsi que du dossier de M. Bruno Dubuc dans *Le Couac* de mars 2003. À la lumière des faits, il me semble que l'administration de cette municipalité devrait refaire ses classes, en vue d'exercer de la compassion, plus de justice envers ces citoyens dont on veut se débarrasser.

Je dis bien se débarrasser, car selon le rapport du directeur général, il y est écrit que le choix du terrain de Guindonville « permet de débarrasser le village d'un bidonville ». Et qui habite ce bidonville? Ce sont des gens — dont des handicapés, il faut le souligner — de modestes moyens qui payent des loyers entre 200 et 300 \$. Sans aucun doute, vous connaissez les autres raisons disqualifiant votre décision d'exproprier ledit terrain. Je voudrais seulement signaler le fait qu'exproprier contre la volonté de son propriétaire, monsieur Yvon Guindon qui est âgé de 97 ans, c'est du quasi-terrorisme.

Je crois que le gouvernement du Québec devrait procéder à un sérieux examen de la loi permettant l'expropriation dans les municipalités du Québec. À mon avis, l'expropriation devrait être permise seulement quand il s'agit d'assurer la sécurité d'une collectivité. Aucunement quand il s'agit d'affaires sonnantes et trébuchantes: dans ce cas, il faudrait que la négociation débouche sur la satisfaction des deux parties en cause. À cet effet, je vais écrire au ministre responsable.

Au terme de mon analyse du dossier Guindonville, tout me porte à croire que Séraphin Poudrier, dont on connaît les ruses, le machiavélisme, s'est peut-être réincarné et est passé de Sainte-Adèle, où on le reconnaîtrait, à Val-David. [...]

Pierre-Paul Roy,
Laval

Félicitations

Messieurs (il y a des dames chez vous?),

Quel bonheur de recevoir le *Couac* à la maison un vendredi; je n'ai même pas à me demander que faire pour être certain de ne pas avoir à endurer la fureur ou autres bêtises télévisuelles. À part le fait que mon fils de 16 ans a eu le temps de tout lire et de me raconter les meilleurs gags avant que j'aie le temps de l'ouvrir...je ne peux pas le blâmer de s'informer alternativement.

Bon, mon petit mot est un profond et sonore BRAVO pour votre page 8 sur Val-David. Réussir à faire une page bien montée sur une petite maquette municipale comme démonstration on ne peut plus concrète des ambitions et méthodes des développeurs qui, elles, sont universelles; le fait d'avoir donné l'occasion à tous d'exprimer leur point de vue; l'appel à la population pour commentaires... bref, une façon superbe de montrer l'actualité sans en faire un simple spectacle... avec autant d'implication (pas de fausse objectivité) que d'honnêteté intellectuelle. Encore bravo à Bruno Dubuc!

[...] une surprise pour un journal qui se définit d'abord comme satirique, un pas important dans la construction d'un journalisme indépendant et démasqueur de turpitude... bref j'en ai été et suis encore ému! Une petite remarque; il ne manquait qu'une carte claire pour qu'on voit bien la position stratégique des terrains, en relation avec autoroute etc. SVP tenez-nous au courant des développements. Vive Val-David paisible! Encouragez vos lecteurs à vous mettre sur des

d'une génération fière mais trahie.

Il faut en finir avec les chantages de la division des votes et investir dans l'avenir! L'UFP, à l'image de ses deux candidats vedettes: Amir Khadir (d'origine iranienne) et Omar Aktouf (d'origine maghrébine), propose un projet d'indépendance tant économique que social, susceptible de rejoindre une population abandonnée par sa classe politique.

Une coalition de gauche, représentant toutes les tendances, déçues par le PQ et ses politiques néo-libérales, se présentera aux prochaines élections. Depuis le temps qu'on attendait une telle venue, il serait stupide de la laisser tomber. Il est donc vital de voter UFP et ainsi viser le long terme et relancer un projet de société mort de trop avoir été dilué.

Ce parti est le seul en lice qui remet positivement le système en question, qui désire vraiment éradiquer la pauvreté et partager la richesse. Le seul parti qui possède une vision et un discours clairs, en unisson avec notre époque. [...]

Apprenons de l'Histoire et donnons une dernière chance à la politique en investissant dans une coalition populaire comme il y en a eu en Espagne sous le Frente popular (1936), en France sous le Front populaire (1936) et au Chili sous Allende et son gouvernement d'unité populaire (1971), pour ne nommer que ceux-là. Canalisons les énergies populaires dans un nouveau parti frais et courageux, qui n'est pas le parti des extirpateurs de bien-être mais bien celui de la majorité (ouvriers, travailleurs, étudiants, artistes, intellectuels...), qui se doit d'être dignement représenté à l'Assemblée nationale.

Nous vivons dans une société qui se réveille, ne ratons pas cette chance et donnons-nous enfin les moyens de nous émanciper!

GABRIEL ANCTIL
ballonbleu@hotmail.com

Écrivez-nous!

Le *Couac* publie les courts commentaires de ses lecteurs. Le courrier électronique demeure la meilleure façon (texte@lecouac.org) Sinon une disquette par courrier postal: *Le Couac*, CP. 129 Succ. de Lorimier, Montréal (Québec) H2H 2N6. Télécopieur: (514) 521-5599.

Camelots

Le *Couac* se cherche des camelots. Vendez le journal quelques heures par jour (à l'heure de pointe) aux stations de métro Berri, Mont-Royal, Guy ou Côte-des-Neiges. Pour informations: 514-596-1017 ou www.lecouac.org

« Soutenons nos troupes »

(Suite de la page 1)

soient aussi riches que des populations entières et qui autorise qu'un grand nombre de personnes soient moins riches que les toutous des profiteurs.

Nous devons nous battre pour éradiquer définitivement le racisme et le sexisme qui discréditent des pans entiers de la population. Nous devons libérer la sexualité, la culture, la créativité; nous devons sauvegarder notre environnement.

Bush nous dit de bombarder l'Irak qui pourrait posséder des bombes. Il nous dit de bombarder l'Irak au nom des libertés qui y sont bafouées. Il nous dit de bombarder l'Irak parce qu'il encouragerait au terrorisme.

Que devrions-nous faire, alors, d'un pays qui a de loin le plus grand nombre de bombes au monde et qui les utilise avec tant de générosité — et qui, sans vergogne, s'en vante?

Que devrions-nous faire d'un pays qui grignote les libertés à l'étranger et qui en fait de même chez lui avec une vigueur aussi dangereuse que croissante — et qui, sans vergogne, s'en vante?

Que devrions-nous faire d'un pays qui pratique le terrorisme le plus agressif — tant le ter-

rorisme envers les pays étrangers que celui dont nous serons victimes, en retour — et qui, sans vergogne, s'en vante?

Que devrions-nous faire des États-Unis?

Nous devrions couper court à son bellicisme, changer de régime et révolutionner de fond en comble ses organes de richesse et de pouvoir.

Soutenons nos troupes, faisons-les rentrer.

Soutenons nos troupes, fournissons-leur des logements.

Soutenons nos troupes, donnons-leur accès à la santé.

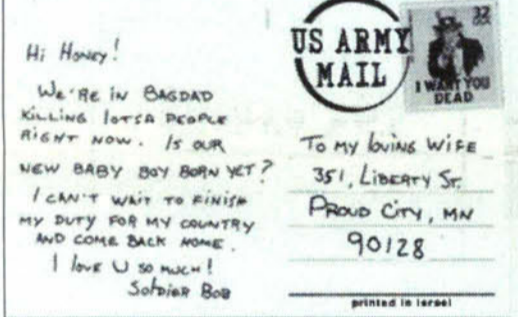
Soutenons nos troupes, offrons-leur des métiers socialement dignes.

Transformons les bases militaires en centres industriels de production de logements sociaux, d'écoles, d'hôpitaux, de crèches, de chemins de fer, d'espaces verts et autres services publics susceptibles d'enrichir nos vies, plutôt que de les bousiller.

Soutenons nos troupes et un jour, elles se joindront au combat pour la justice universelle pour tous.

Soutenons nos troupes.

TRADUIT DE L'ANGLAIS
PAR SÉBASTIEN MENGIN



On a reçu ça par erreur...

pistes aussi intéressantes, *Le Couac* est en train de devenir incontournable sur la scène des médias avec des trucs pareils.

J'ai aussi eu beaucoup de plaisir (après l'indignation de rigueur...) à lire et relire le court et dense texte du *Couac Dinner*; faire des liens entre des éléments apparemment épars est un autre bon truc à développer, mais je ne vais pas sortir une fleur pour chaque texte, ce serait trop long.

Alain Robert, Bury

Le PQ n'incarne plus l'espoir d'un peuple

[...] Il est grand temps de faire face à la situation et de constater les faits: le PQ n'incarne plus la force de changement ni même l'espoir de l'indépendance. En fait, il fait plus de tort que de bien à la cause indépendantiste en prétendant l'incarner. L'Histoire et deux échecs référendaires en ont décidé autrement et condamnent ce parti à n'être aujourd'hui que la pâle incarnation de l'espoir

Le Couac

c.p. 129 succ. de Lorimier, Montréal, Québec, H2H 1V0
Téléphone : (514) 521-5499
Télécopieur : (514) 521-5599



Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau
Rédacteurs en chef: Bruno Dubuc, David Ledoyen

Collaborateurs: Michael Albert, Normand Bélair, Pierre de Bellefeuille, Jacques Bouchard, Jean-René David, Bruno Dubuc, Sara-Emmanuelle Duchesne, Michel Goudreau, Clôde de Guise, David Ledoyen, Michelle Loslier, Pat M. Lozeau, Sébastien Mengin, Pat Morency, François Patenaude, Martin Petit, Jean-Philippe Pleau, Michel Rioux, Marco Silvestro, Starhawk, Pierre Vadebonceur, Ramon Vitesse.

Illustrations: Boris, Charb, Filio, Le Fou du Village, Luc Giard, Honoré, Julie Lemieux, Luz, Matt Mahlen, Serge Ferrand, Richard Suicide, Ramon Vitesse.

Graphisme: France Mercier

Nous remercions chaleureusement *Charlie Hebdo* et *Le Rire* (France) et *Le Journal du Jeudi* (Burkina Faso) pour leur collaboration.

Abonnement et publicité: David Ledoyen au (514) 521-5499
ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369
Imprimé au Québec

PLOGUES

La quête de Yvon D. Ranger se poursuit

Pour ceux qui n'auraient pas encore vu *Le Gambit du Fou*, long métrage de Bruno Dubuc où notre collaborateur Mohamed Smith-Gagnon est en vedette, il sera présenté lundi le 7 avril à 20h à la salle O Patrovis, 356 Mont-Royal Est à Montréal (juste en haut du bar Bily Kun) à 20h00. ADMISSION 5.00\$ Tous les détails sur le film au www.legambitdufou.org

SUPPORTEZ LA PRESSE INDÉPENDANTE! ABONNEZ-VOUS!

La presse indépendante est sur les dents! Elle a décidé de s'unir pour mieux résister à l'hégémonie de la presse commerciale. N'attendez pas que les poules aient des dents et abonnez-vous à un second, voire à un troisième journal indépendant! Ils ont tous une dent contre la bêtise et se complètent si bien...

Le Mouton NOIR est un journal d'opinion et d'information, plus mordant que le loup...

<input type="checkbox"/> Individus:	20 \$	ou soutien	\$
<input type="checkbox"/> Organismes sans but lucratif:	25 \$	ou soutien	\$
<input type="checkbox"/> Entreprises/institutions:	40 \$	ou soutien	\$
<input type="checkbox"/> Abonnement cadeau:	40 \$	ou soutien	\$
Groupe d'âge:	<input type="checkbox"/> 19 à 25 ans	<input type="checkbox"/> 26 à 35 ans	<input type="checkbox"/> 36 à 49 ans
	<input type="checkbox"/> 50 à 64 ans	<input type="checkbox"/> 65 ans et +	

Nom _____
 Adresse _____
 Code postal _____ Téléphone _____
 Courriel _____

Faites votre chèque à l'ordre des
Éditions du Berger Blanc
 C.P. 113 Rimouski (Québec)
 G5L 7B7

POUR S'ABONNER

Par téléphone: (514) 521-5499

Par la poste: **Le Couac**

CP. 129 Succ. de Lorimier, MONTRÉAL (Québec) H2H 2N6

Adressez votre chèque à: **Le Couac.**



- Abonnement d'un an: 30,42\$ + taxes = **35,00\$**
- Abonnement de deux ans: 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement institutionnel et de soutien: 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution): 225,98\$ + taxes = **260,00\$**
- Abonnement d'un an à l'étranger: 43,46\$ + taxes = **50,00\$**

Nom _____
 Adresse _____
 Code postal _____ Téléphone _____
 Courriel _____

Mario Duvent

Mario, certains l'ont vu venir de loin.

En décembre 1992 (Mario avait 21 ans), le caricaturiste Garnotte, prophétique, le représente, perplexe, debout devant un vieux politicien enfoncé dans son fauteuil, qui lui dit: «En politique, mon jeune, si tu veux un siège... tiens-toi pas debout!» (Nouvelles CSN, 11 décembre 1992).

Mario vient de quitter le Parti libéral. Il est alors encore d'obédience fédéraliste.

Un an plus tard, en décembre 1993 (Mario a 22 ans), Garnotte le représente, souverainiste, avec M. Allaire, devenu souverainiste mais variante fédéraliste, chacun regardant dans un miroir comme dans un rétroviseur. Allaire dit: «Le problème avec la réflexion, c'est que ce qui est à gauche devient à droite...». Et Mario ajoute, en tournant chaque lettre comme une toupie: «Et vice-versa!» (Nouvelles CSN, 10 décembre 1993). Ce n'est pas tout. Le Mario néo-souverainiste a alors, comble de logique, le PQ comme bête noire! Il parle de fonder un autre parti... souverainiste!

En mars 1995, en vue du référendum, que suggère d'abord Mario? Que suggère l'ADQ? Ils suggèrent de voter «oui si»... Seulement si ceci, si cela, etc. En clair, l'ADQ suggère au public de ne pas se décider...

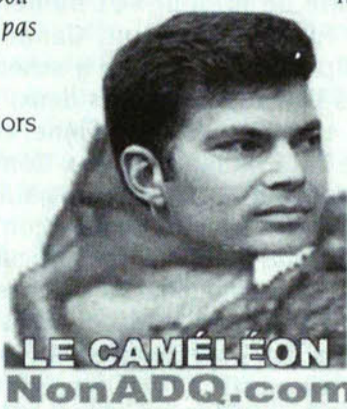
Le référendum aura lieu vers la fin de 1995 et Mario, alors dans le sens du vent, se ravise et saute dans le train souverainiste.

Mais autant en emporte le vent. En 1997, Dumont, ex-fédéraliste mais désormais ex-souverainiste, est redevenu fédéraliste, variante souverainiste (bien que la variante ne soit pas sûre).

En 1998, *Le Couac* relève qu'advenant un autre référendum, Dumont, fédéraliste? souverainiste? sera neutre, ne votera pas, se mettra

quelque part où c'est nulle part. (Voir *Le Couac*, février 1998).

À 27 ans, Mario avait donc déjà viré comme le vent deux ou trois fois. Mais ce n'était là qu'un commencement.



On ne savait pas encore que ce qu'il dirait par la suite serait non seulement selon le vent mais serait du vent. Substantiellement, si l'on peut dire.

Commence alors la période des mots d'ordre sans consistance, des intentions vagues, des orientations sans objet, des indications fumeuses, des avènements magiques. Des thèmes pleins de vent apparaissent dans son discours sans contenu: «changement», «gouverner autrement», «préparer l'avenir en dehors des vieilles chicanes», pseudo-idées qu'il ressasse interminablement.

Mais ce n'est pas là le plus fort. Le plus fort, c'est que Mario, qui changeait sans arrêt depuis qu'il s'occupait de politique, mettait dans son refrain sur le changement un contenu qui lui-même changerait continuellement. Par exemple, au sujet de l'impôt à taux unique, ou de la médecine à deux vitesses, ou du licenciement de fonctionnaires (25% de la fonction publique, disait-on à un moment).

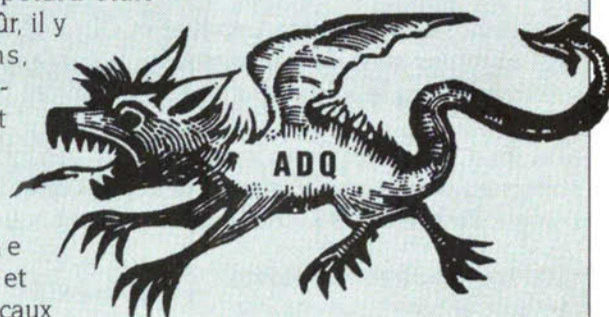
Mario s'est fait un prénom avant de se faire un nom. C'était risqué. Ce nom changeant flottait encore quand il a bien fallu se rendre compte que ce n'était pas Dumont mais Duvent.

En 1997, Dumont, ex-fédéraliste mais désormais ex-souverainiste, est redevenu fédéraliste, variante souverainiste

PIERRE VADEBONCEUR

Les restes de Duplessis, la dette nationale et l'âge de la retraite

VOILÀ trois sujets abordés par l'Action démocratique du Québec (ADQ) dans la présente campagne électorale. Dès le départ, le président de l'ADQ, Guy Laforest, a voulu faire un coup d'éclat en comparant Bernard Landry à Maurice Duplessis. Le pétard était mouillé. Bien sûr, il y a quarante ans, pareil rapprochement aurait fait son effet, à l'époque où des intellectuels comme Pierre Trudeau et des chefs syndicaux comme Jean Marchand considéraient le chef de l'Union nationale comme le diable en personne. Mais aujourd'hui, l'Union nationale est morte et les restes de Duplessis sont froids. La tirade de Laforest a fait long feu.



La sortie de Mario Dumont à propos de la dette nationale n'est guère mieux fondée. Un cours d'économie 101 lui apprendra qu'à trois conditions, cette dette diminue chaque année. Ces conditions sont: payer le service de la dette, ne pas faire de déficit et assurer la croissance du produit intérieur brut (PIB). À l'heure actuelle, ces trois conditions sont remplies, et cette année, la dette diminue d'environ un quart de milliard \$. Vu les besoins impérieux dans des domaines comme la santé et l'éducation, il n'y a donc pas lieu de réclamer une diminution plus rapide de la dette. Par ailleurs, il ne faut pas oublier que la dette nationale a permis de réaliser des investissements avantageux.

Mais l'ADQ n'a pas toujours tort. Mario Dumont a fait valoir que le vieillissement de la population incite nos sociétés développées à retarder l'âge de la retraite, pour éviter de surcharger le fardeau fiscal des générations futures. Malheureusement, la tendance actuelle va en sens contraire. Beaucoup de retraites se prennent dans la cinquantaine. Les mises à la retraite massives provoquées par la poursuite du déficit zéro ont contribué à créer cet état d'esprit. Une logique implacable montre qu'il y a là ce qu'on pourrait appeler une erreur de société.

PIERRE DE BELLEFEUILLE

« Restons forts »

Si l'argent des contribuables a été utilisé pour engager un(e) pauvre con(ne) afin de créer cette merde linguistique, nous devons collectivement de soutenir Jean Charest et son idée de baisser les impôts.

« Restons forts » 2

«Un coup mal pris, votez pour moi». Tel était le slogan de Michel Rivard, candidat aux élections de 1979 pour le Parti rhinocéros. Selon le responsable des communications du PQ, «Restons forts» constitue la version *politically correct* péquiste du slogan de l'artiste déchu. À ce sujet, *Le Couac* invite Michel Rivard à se prévaloir de ses droits d'auteur. On ne sait jamais...

« Restons forts » 3

Faire trois brèves dans un journal alternatif sur un slogan aussi cave est un record Guinness ainsi qu'un lamentable effort intellectuel.

LE CITOYEN UNTEL

ABONNEZ-VOUS!

www.lecouac.org



Scoop

Au moment de pondre cette brève, *Le Couac* soutient que si la tendance se maintient, le prochain gouvernement du Québec sera formé par un parti politique.

L'UFP

Questionné au sujet de l'existence de l'Union des Forces Progressistes (UFP) et de leurs réflexions plutôt à gauche au sujet de la société québécoise, Mario Dumont s'est contenté de répondre que s'il était élu, il criminaliserait la critique sociale et ferait pendre *illico* Michel Chartrand par les gosses.

LE CITOYEN UNTEL

Les devoirs

En entendant que le PQ allait consacrer 53 millions \$ à l'aide aux devoirs, Bernard Descôteaux, le directeur du *Devoir*, a eu une petite érection. Il a vite débandé quand il a su qu'il s'agissait de l'aide aux devoirs à domicile pour les élèves.



MUSIRONIE samedi 17h 101,5 FM

Alors qu'il prétend s'opposer à la guerre Landry subventionne un fournisseur de l'armée américaine

LE QUÉBEC est présentement dans une situation particulière. En effet, la campagne électorale, qui arrive déjà à mi-course, se déroule dans l'ombre de la guerre en Irak. Bernard Landry soutient que la guerre n'affecte en rien la campagne. Effectivement, cela ne l'empêche pas de faire des affaires, comme le démontre cette petite chronologie.

Samedi 15 février 2003, plus de 200 000 Québécois ont marché dans plusieurs villes en opposition à la guerre. Lors de ces marches, on a pu apercevoir plusieurs de nos élus provinciaux.

Le lendemain, dimanche, le PQ tenait son «Rassemblement national des jeunes du Parti Québécois». Lors de ce congrès, le premier ministre Landry a tenu un discours où il mentionne avec fierté qu'il a «été le premier homme politique de ce continent à dénoncer la violence unilatérale» en parlant du conflit à venir en Irak.

Lundi 17 février, oubliant sans doute ce qu'il a dit la veille, le premier ministre du Québec alloue une subvention de six millions de dollars

et un congé fiscal de 10 ans au Groupe Gilles Soucy de Drummondville.

Le Groupe Soucy est un manufacturier qui «offre aux organismes militaires un système de chenilles comprenant les courroies moulées, les barbotins en plastique, les roues en plastique avec bande de roulement en caoutchouc et diverses composantes métalliques rencontrant les normes sévères exigées».

Donc, dans les faits, la compagnie fabrique des pièces de véhicules militaires. Le Groupe Soucy est un contractant accrédité du ministère de la Défense américaine.

Le plus ennuyant dans tout cela, c'est que tous les grands médias ont rapporté la nouvelle, sans toutefois questionner le moment choisi pour octroyer l'aide à cette compagnie qui risque de réaliser des bénéfices importants avec le sang de la population irakienne.

PAT M. LOZEAU

manifeste du F.L.P.

F.UCK L.E.P.EUPLE



Aristocrates, unissons-nous! Gardons l'argent pour nous!

Édition du Paradis Fiscal



Le remords

IL APPERT que Ralph Nader serait rongé de remords. Ou du moins devrait-il l'être. Remarquez qu'on le serait à moins. Il doit en effet être difficile d'avoir sur la conscience, une conscience qui doit le lui rappeler à chaque seconde, l'élection de George W. Bush. La mémoire étant une faculté qui oublie, il s'en trouve un paquet à ne plus penser au fait que Al Gore a obtenu plus de voix que Bush, soit 50,160,000 contre 49,880,000. Mais 2,780,000 Étatsuniens ont voté Nader. Élu par la peau des dents floridiennes grâce à un collège électoral manipulé par son frère Jeb. W., depuis lors, a entrepris de détruire la planète. Lâche pas, Ralph!

Même chose pour Arlette Laguiller et Olivier Besancenot qui, en France, ont ni plus ni moins servi de parturientes à Jean-Marie LePen. C'est pas beau, ça, des trotskistes dans le rôle de bulldozers travaillant pour l'extrême droite.

M'enfin. C'est avant de voter qu'il faut y penser. Pas après. Parce que faire des galipettes avec la démocratie, ça peut provoquer un fou rire. Mais les lendemains, comme c'est le cas aujourd'hui avec W., sont souvent douloureux.

MICHEL RIOUX

Un héritage qui prend l'eau

SOUÇIEUX de se refaire une image plus nette que nette, Paul Martin décide finalement d'offrir sa compagnie maritime à ses fils. Un beau bas de laine, mais à la trame élimée et qui risque de prendre l'eau. En effet, la compagnie de m'sieur l'ex numéro deux et futur numéro un, Canada Steamship Lines Inc. (CSL), a acheté plusieurs bateaux (au moins deux) à bas prix en provenance de Chine, en 1996. Ce fut l'indignation aux Communes pendant la dernière semaine de février devant cette «révélation» (*La Presse*, 28/02). Révélation mon cul: un portrait de l'industrie de la construction maritime au Canada, réalisé en 1999 par les Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA), en fait explicitement mention.

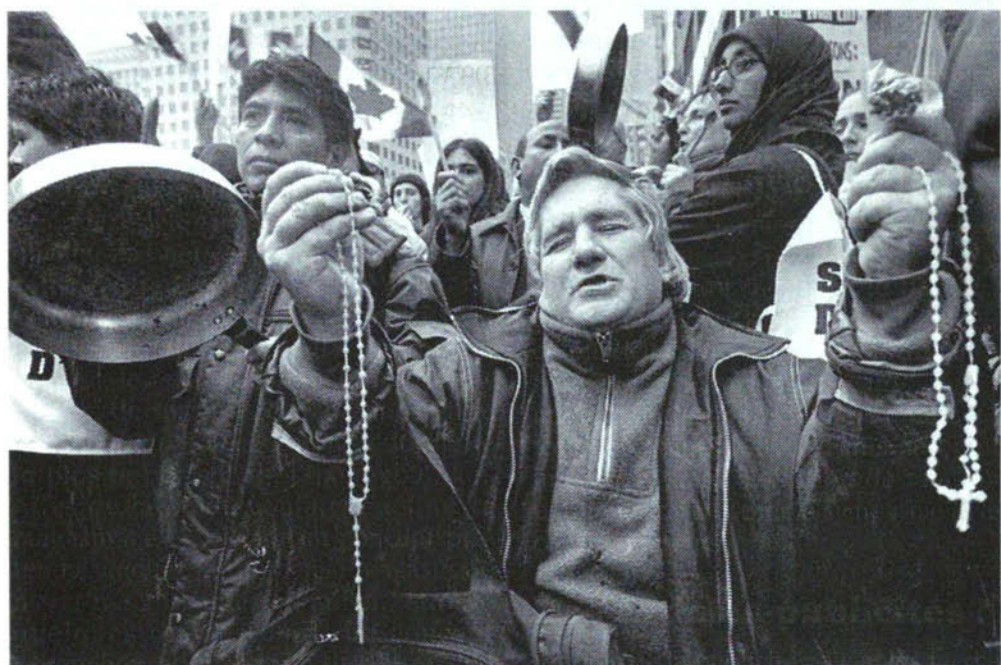
En plus, et ça personne ne le dit aux Communes, 150 officiers mécaniciens employés par CSL et membres du Syndicat canadien des officiers de marine marchande (SCOMM-FTQ), ont fait une longue grève en 2001-2002 pour protester contre les demandes exagérées de l'employeur qui voulait couper dans les acquis de la convention collective. Les principaux litiges portaient sur la santé et la sécurité au travail. En effet: «Les officiers attachent beaucoup d'importance à cette question car, selon eux, la flotte de la CSL est particulièrement âgée et

cela augmente les risques d'accident. Par exemple, le dernier bateau de marine marchande construit au Canada pour naviguer sur les Grands Lacs date de 1984.» (Communiqué de la FTQ, 12 mai 2002).

On pourrait mentionner plusieurs autres comportements discutables de la part de la flotte de CSL: condamnations pour déversements illégaux en eaux canadiennes (dont la plus importante amende au Canada), relations de travail discutables, embauche de briseurs de grève, utilisation de pavillons de complaisance, etc.!

Alors, que ceux qui seraient tentés par la candidature de monsieur Martin comme Chef du Parti Sédéral du Canada y pensent à deux fois: c'est un homme très imprévoyant qui ne s'occupe guère de ses petites affaires, bateaux ou autres. Il est en effet député de Saint-Henri/Petite-Bourgogne à Montréal, une des zones les plus sinistrées du Québec, et la situation ne s'y est guère améliorée depuis qu'il la représente. Une rumeur circule d'ailleurs dans les coulisses du Parlement: Martin aurait tenté d'incorporer sa circonscription aux Bahamas et d'en céder la gestion en fiducie à des banquiers zurichois.

LE COUAC DINNER



Samedi le 22 mars, Montréal était le théâtre d'une troisième manifestation contre la guerre en Irak en deux mois. Un manifestant irakien priait pour la paix devant le consulat des États-Unis.

Un bel effort

L'actualité fait sa une du numéro du 15 mars avec un article sur la désinformation (*La guerre de l'info*, par Benoît Aubin). Aubin écrit: «L'horreur des couveuses débranchées par des soldats irakiens était une fabrication inventée par la fille d'un diplomate saoudien à Washington». Présenté comme ça, on croirait que le monde entier s'est fait fourrer par une petite fille de 15 ans. La fabrication n'a pas été inventée par la fille du diplomate, mais par l'agence de relations publiques Hill & Knowlton, payée une dizaine de millions par la famille royale du Koweït pour vendre la guerre. Et la petite fille de 15 n'était pas la fille de l'ambassadeur saoudien, mais de l'ambassadeur koweïtien et membre de la famille royale. (voir *Le Couac* octobre 2002 «Irak: Crimes de guerre et relations publiques» http://terredescale.net/article.php3?id_article=224)

Donc, *L'actualité* désinforme dans un article sur la désinformation: erreur volontaire ou manque de rigueur journalistique?

JACQUES BOUCHARD

Chez les intellos

Saviez-vous que le *Canadian Pizza Magazine* reçoit 19 021 \$ du volet Aide au contenu rédactionnel, du Fonds du Canada pour les magazines, du ministère du Patrimoine canadien? Le 7 jours reçoit 553 786 \$, *L'actualité* 288 301 \$, *Le Lundi* 274 537 \$, et *Dogs in Canada* 117 672 \$.

Source <http://www.patrimoinecanadien.gc.ca/progs/ac-ca/progs/fcm-cmf/neuf-new/2001-2002-liste.ht>

L'art du maquillage

Du plomb dans les Ailes de la mode

DANS LES PERTES records de 8,55 milliards \$ qui viennent à peine d'être divulgués par la Caisse de Dépôt et de placement du Québec — notre «bas de laine» collectif —, on retrouve plusieurs exemples de financement public d'initiatives privées qui ont englouti des sommes colossales dans leur débandade. Que ce soit Quebecor Media ou Montréal Mode, de riches affairistes se servent allègrement dans les finances de la collectivité. Examinons un cas qui risque bien de faire augmenter les pertes cumulatives de la CDPcelui du Groupe San Francisco, propriétaire des Ailes de la Mode.

Dès son ouverture le 7 août 2002, le Complexe les Ailes de Montréal a été qualifié de «nouveau vaisseau amiral du centre-ville» par la société Ivanhoé Cambridge, qui est à 95 % la propriété de la Caisse de dépôt et placement du Québec, le reste appartenant à 4 autres caisses de retraites canadiennes. Situé dans l'ancien édifice Eaton, le locataire le plus important de l'immeuble, Les Ailes de la Mode voulait redéfinir le magasinage en offrant un concept prétendu unique: un immense magasin de mode très dépensiers où l'on retrouve quelques œuvres d'art, un concept «branché» et clinquant au centre-ville avec un bar à vodka, un comptoir à suchis et quelque soixante boutiques vendant les mêmes marchandises qu'on retrouve ailleurs. Aucun superlatif n'a été épargné pour décrire ce projet qualifié de «destination incontournable» «de calibre mondial».

On doit toutefois se demander qui est réellement l'entrepreneur dans cette galère puisqu'Ivanhoé Cambridge a investi 200 millions \$ dans la remise à neuf de l'immeuble alors que le Groupe San Francisco (GSF) n'y a investi que 40 millions \$. En mai 2002, Laurier Cloutier de *La Presse* avait souligné le fait que cet investissement «profitera évidemment aux Ailes»¹.

Mais voilà qu'avant même qu'on ne brise la bouteille de champagne sur la coque,

le Groupe San Francisco éprouvait déjà de sérieux problèmes financiers. En fait, la situation a été telle que depuis l'ouverture de son «vaisseau amiral», la compagnie a dû se départir de deux bannières (*West Coast* et *L'Officiel*). Au siège social, 60 employés ont été remerciés et la chaloupe *Les Ailes d'Ottawa* sera sabordée en juillet prochain.

Pourtant, ce n'est ni la publicité, ni les relations publiques qui ont manqué

Le «bas de laine des Québécois» investi dans un bas de nylon percé.

dans l'aventure. Lorsque le bateau a quitté le port, le GSF a acheté beaucoup de publicité dans les médias écrits et on n'a pas lésiné sur les placards dans le métro montréalais. Pour faire mousser le tout, le cabinet National mis en branle une importante opération de relations publiques pour attirer la sympathie et les consommateurs.

Des articles-publicités?

En plus de la publicité payée, les médias ont publié beaucoup d'articles qui parlent de l'entreprise. Si nous examinons les médias francophones canadiens pour la période de deux ans qui précède le 10 mars 2003, on retrouve pas moins de 741 articles qui traitent des Ailes de la Mode. Parmi ceux-ci, on retrouve plusieurs articles dans les rubriques consommation qui parlent allègrement des produits en vente dans leurs magasins mais également des articles bidons qui n'existent que pour «susciter [la] couverture favorable» des affaires de l'entreprise.

Afin de rassurer tout le monde et de faire un peu plus de publicité pour les Ailes, on fait même appel à des «experts» navigateurs pour commenter la grande traversée de ce «fleuron». Un de ces experts se nomme Jacques Nantel, pro-

fesseur aux Hautes Études Commerciales qui est également titulaire de la Chaire de commerce électronique RBC Groupe Financier et membre associé de la Chaire en commerce Omer DeSerres dans cette noble institution universitaire. Sur le comité conseil de la Chaire de commerce électronique, on compte Mme Hélène Bélanger, vice-présidente de CDP Capital Communication tandis que sur la Chaire en commerce, en tant que partenaire, on retrouve... Ivanhoé Cambridge! Lorsque M. Nantel «estime que les montants en cause [relativement au Complexe les Ailes] respectent les ratios des coûts de construction de centres commerciaux et des budgets d'améliorations locatives des détaillants»⁴, doit-on réellement croire qu'il travaille pour nous donner une information juste? Parce que dans ce même article, sa «neutralité» lui a fait avancé que «Grâce au pôle d'attraction des Ailes, la rue Sainte-Catherine deviendra une vraie destination». Dans un autre texte publié en son nom dans *La Presse*, il ploque les Ailes en abordant la question des commerces dits «rentables» et «prospères» au Québec.⁵

Il faut également dire qu'avec sa fondation caritative, M. Delage Roberge et le nom des Ailes de la Mode apparaissent souvent dans les rubriques philanthropiques des quotidiens. Pour la prouesse de son complexe du centre-ville et la vision qu'il a eue, le capitaine du GSF a même été désigné «Personnalité de la semaine» dans le journal *La Presse* du 25 août 2002.

Alors qu'il est de plus en plus évident que le «vaisseau» du centre-ville risque bien de devenir une épave, une évaluation «indépendante» se révèle favorable au GSF. Réalisée par les comptables Richter, Usher et Vineberg et publiée à la mi-mars dans les médias, celle-ci cherche en fait à rassurer les créanciers qui aperçoivent l'iceberg se pointer à l'horizon⁶. Mais comme le disait si bien Phil Lichtszberg de chez Richter, Usher et Vineberg à Montréal «Le succès de la vente au détail dépend de l'habileté à offrir quelque chose de différent, d'exci-

tant. [...] C'est une chose que M. Roberge fait depuis longtemps. précise-t-il. [Les Ailes] n'est pas qu'un autre endroit où vous allez trouver le dernier Hilfiger que tout le monde a. Il est allé plus loin. La plupart des gens disent de lui qu'il est un visionnaire»⁸. Avec autant d'indépendance, on peut autant se fier aux comptables qu'aux journalistes professionnels...

Lorsque la décision fut prise de fermer le magasin d'Ottawa, le GSF a résilié son bail et a remis 1 millions \$ en argent et 4 millions \$ en actions de pacotille du GSF au locateur... nul autre qu'Ivanhoé Cambridge. Parce qu'avec une telle «performance», on comprendra que l'action du GSF ne vaut plus grand chose. Or, aucune évaluation «indépendante» n'est venue rassurer la population quant à la perte qui risque bien de se concrétiser pour la CDP si la fameuse vision titanessque de Paul Delage Roberge ne devient qu'un mirage océanique.

MARTIN PETIT

1 CLOUTIER, Laurier, *Boutiques San Francisco fait un gros pari*, *La Presse*, 17 mai 2002.

2 CORRIVEAU, Sylvie, *Métier: acheteur & Profession: étalagiste*, *Le Soleil*, 13 et 20 novembre 2001.

3 PERRAULT, Luc Simon, *Les commerces de détail doivent miser sur le service à la clientèle*, cahier spécial, *La Presse*, 5 février 2003.

4 CLOUTIER, Laurier, *Boutiques San Francisco fait un gros pari*, *La Presse*, 17 mai 2002.

5 NANTEL, Jacques, *Le commerce de détail: un sport extrême*, *La Presse*, 21 octobre 2002.

6 BOIN-SERVEAU, Isabelle, *Entreprendre rencontre... Paul Delage Roberge et René Tremblay*, magazine *Entreprendre*, octobre 2002, p. 4.

7 *Presse canadienne*, *Une évaluation indépendante se révèle favorable à San Francisco*, *Le Devoir*, 14 mars 2003, p. A7.

8 Traduction libre. PEARSON, Kali, *On the wings of wow, How Paul Delage Roberge is turning customers into converts*, *Profit Guide.com*, Novembre 2002. <http://www.profitguide.com/magazine/article.jsp?content=1158>

Même les tanks s'étaient arrêtés (quelques instants) à Tienanmen Une militante pacifiste meurt écrasée par un bulldozer israélien

LE 16 MARS DERNIER, une jeune femme a été tuée à Gaza. Des jeunes femmes, mais plus souvent des jeunes hommes, se font tuer tous les jours à Gaza et dans les territoires occupés, mais le monde n'y porte pas attention. Ce qui est différent aujourd'hui, c'est que Rachel Corrie est Américaine, militante du International Solidarity Movement (ISM), le groupe avec lequel je suis en Palestine occupée. Et sa mort est un exemple particulièrement horrifiant de la déshumanisation de sang froid qui caractérise cette occupation.

Rachel essayait d'empêcher la démolition d'une maison palestinienne. D'après les autres militants qui étaient avec elle, elle était en discussion avec l'opérateur du bulldozer. Elle travaillait dans l'esprit de non-violence à la base des principes du mouvement international de solidarité (ISM) qui fournit un soutien aux civils palestiniens et aux efforts non violents de construction de la justice. Rachel est montée sur le bulldozer pour parler au soldat dans l'habitacle. Elle en est descendue. Elle s'est assise en face du bulldozer [les autorités disent qu'elle est tombée, ndlt].

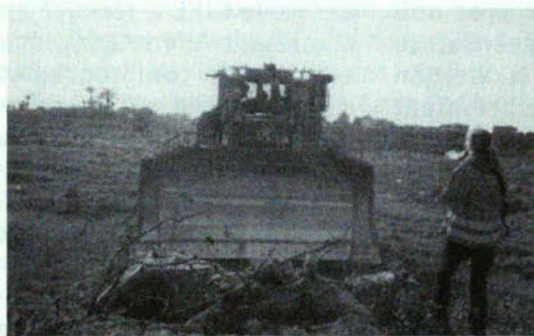
Le soldat conduisant l'immense machine lui est volontairement passé dessus. Il a ensuite reculé et est passé sur elle une seconde fois. Rachel avait 23 ans.

J'essaie de comprendre l'esprit qui a pu tirer la manette et partir le moteur pour écraser la vie de ce jeune corps. Ce choix, cet acte délibéré de meurtre qui a mis fin à cette vie, me semble incompréhensible. Mais ici, dans la Palestine occupée, ce meurtre est la conséquence logique d'un système de déshumanisation qui contrôle tous les aspects de la vie, qui ne peut voir l'être humain dans

les Palestiniens, qui dit combattre la terreur en l'institutionnalisant. De grâce, faites connaître votre outrage face au meurtre de Rachel, face à la démolition de maisons qu'elle tentait d'empêcher, face à l'occupation illégale qui ne peut être défendue qu'en brutalisant tout un peuple.

STARHAWK
www.starhawk.org

Traduction : Phébus pour A-Infos
Source : Agence de Presse A-Infos
Information d'intérêt pour et au sujet des anarchistes
<http://www.ainfos.ca>



Pas un fossé mais un gouffre

1820 : 20% des plus riches gagnent 3 fois plus que 20% des plus pauvres.

1870 : 20% des plus riches gagnent 7 fois plus que 20% des plus pauvres.

1913 : 20% des plus riches gagnent 11 fois plus que 20% des plus pauvres.

1960 : 20% des plus riches gagnent 30 fois plus que 20% des plus pauvres.

1990 : 20% des plus riches

gagnent 60 fois plus que 20% des plus pauvres.

1997 : 20% des plus riches gagnent 74 fois plus que 20% des plus pauvres.

1820 à 1997, ça ressemble à l'âge d'or du capitalisme, non? Et on essaie de combattre ce fléau avec des lois anti-pauvreté, alors que c'est de toute évidence une bonne petite loi anti-capitaliste qui réglerait le problème à la source...



Le veto du gouvernement Américain à l'ONU Une histoire de barbares

À LA VEILLE d'un massacre annoncé, rappelons que les États-Unis ont apposé leur veto à plus d'une centaine de résolutions de l'ONU depuis 1972. Cette liste éditée peut être consultée sur le site animé par Michael Albert (voir l'article en une) au <http://www.zmag.org/content/showarticle.cfm?SectionID=15&ItemID=3238>

L'ONU vote une résolution déclarant que l'éducation, le travail, la santé, l'alimentation de base et le développement national sont des droits humains? Le gouvernement US appose son veto. L'ONU vote une résolution qui vise à ce que des mesures soient prises contre des activités nazies, fascistes et néo-fascistes? Le gouvernement US appose son veto. Une autre? L'ONU vote une résolution visant la prohibition des armes de destruction massive? Eh oui, vous avez deviné.

Et dire que certains croient encore dur comme fer que le gouvernement américain vénère sincèrement la liberté et la démocratie...

TARTAGNAN LALANCETTE

Source : La Tribu du Verbe
(www.latribuduverbe.com)

BUSH PRÊT POUR L'APRÈS-SADDAM



Prévoyant

Un journaliste demande à un dirigeant américain:

- Quelle preuve avez-vous que les Irakiens possèdent des armes de destruction massive?

L'Américain, avec toute sa candeur, de répondre:

- Nous avons gardé les reçus.

La croisade des pétrolières

LA GUERRE D'IRAK est une initiative nullement commandée par une situation qui la justifierait. C'est pourquoi les États-Unis et l'Angleterre ne cessent de mentir à son sujet depuis des mois. Ce qu'il y a de faux dans toute cette histoire éclate à chaque moment.

On aura rarement vu pareil chapelet de faux prétextes. Du commencement à la fin! Il ne faut donc pas s'étonner du résultat sur l'opinion publique mondiale, qui à 80% rejette cette guerre, ainsi que sur les gouvernements de grandes nations qui aujourd'hui refusent d'accompagner Washington et Londres.

Depuis le début, la propagande domine la réalité. Le monde entier s'en aperçoit. Les États-Unis déclarent sans cesse qu'ils visent une chose, comme combattre Ben Laden ou chercher à désarmer l'Irak, alors qu'en réalité ils en font une autre qu'ils ne mentionnent jamais: s'installer dans des pays pour mettre la main de manière incontestée sur les ressources énergétiques.

Les États-Unis et l'Angleterre ont d'emblée perdu la bataille de la vérité.

On ne fait pas la guerre pour poursuivre des individus, d'ailleurs insaisissables avec des canons. Or les USA la font, comme en Afghanistan, en invoquant cette raison inepte et donc fautive. On ne fait pas la guerre non plus contre un pays exsangue comme l'Irak, devenu incapable de menacer personne. Or les Américains veulent la faire néanmoins, en prétendant qu'il menace les États-Unis eux-mêmes!

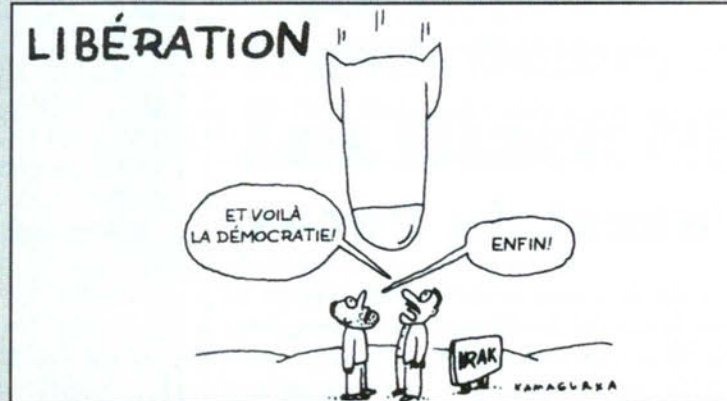
Il n'y a pas eu d'attentat aux États-Unis depuis le 11 septembre 2001 (à part

l'épisode de la maladie du charbon, qu'on a fini par imputer à quelque Américain). Comme il n'y en a pas, il faut en inventer des virtuels pour «justifier» l'effort de guerre et entretenir la psychose. C'est cousu de fil blanc. Il s'agit de garder le public américain dans la peur. Alors, de loin en loin, on lance un terrible avertissement, on signale un «grand danger imminent». À chaque fois, cela fait long feu. La «menace» relative aux ponts de la côte ouest, il y a un an. On n'en a plus entendu parler depuis. L'alerte orange, en février dernier. Pour rien. Plus un mot par la suite...

On fait apparaître Ben Laden sur vidéo, deux fois, trois fois. «Il» dit des choses odieuses comme le personnage, mais il se comporte comme un imbécile, par exemple en s'esclaffant après avoir appris la destruction des Twin Towers. Or Ben Laden est odieux mais ce n'est certainement pas un imbécile. Faux message, donc. Faux Ben Laden, comme l'affirme d'ailleurs un expert français ayant analysé la voix prétendue du terroriste sur le document sonore. Dans un autre cas, récemment, le supposé Ben Laden intervient juste avant une réunion cruciale du Conseil de sécurité, alors qu'une telle intervention sert la politique américaine on ne peut mieux... L'imbécile en question fait vraiment bien les choses. Comment croire à l'authenticité d'un pareil message, surtout quand on le rapproche de l'autre?

Autre détail, autre test. Les États-Unis et la Grande-Bretagne produisent des «preuves» de prétendues violations de la résolution 1441 par l'Irak. Au moins deux de ces «preuves» sont des faussetés — maintenant démontrées, celles-ci! Premièrement, celle des Anglais, pris sur le fait comme des gamins pour avoir invoqué un texte «incriminant» contre

l'Irak, texte qui n'était autre que celui d'une thèse d'étudiant vieille de dix ans, donc sans aucun rapport avec la situation présente. L'ex-étudiant plagé fut fort surpris de se relire dans le papier officiel de Grande-Bretagne et d'y retrouver même ses fautes d'orthographe! Deuxièmement, le document



photographique aérien produit en plein Conseil de sécurité par Colin Powell et interprété par son gouvernement comme faisant «preuve» d'une infraction irakienne. M. Blix, comme on l'a vu, a rejeté carrément cette prétention et d'autres aussi.

Le mensonge, évident et donc stupide, accompagne avec une rare constance le déroulement des événements où se marque à chaque moment la volonté américaine d'aboutir coûte que coûte à la guerre, quels que soient les développements de quoi que ce soit. À chaque incident susceptible d'orienter les choses vers la paix, qu'est-ce qu'on voit? Une réplique immédiate, pressée et péremptoire d'un gouvernement qui ne veut vraiment rien savoir. Cette précipitation même est un sûr indice de mensonge.

L'Amérique veut embarquer pour son propre compte les Alliés dans son

l'impérialisme tous azimuts. Certains Alliés, parmi les plus grands, renâclent. Alors les États-Unis somment l'ONU, c'est-à-dire entre autres ces Alliés-là, de prouver son «utilité»... en votant pour la politique des États-Unis! L'ONU est utile si elle fait l'affaire de Washington et inutile dans le cas contraire. Pur mensonge. En aucun cas l'ONU ne peut être la chose des États-Unis.

Dix millions de manifestants dans les rues de 2000 villes il y a quelques semaines. Ce n'est rien. Les peuples ne veulent manifestement pas la guerre. Aucune

importance. Ce qui a de l'importance et ce qui surtout représente la démocratie, c'est la machine de propagande des États-Unis et de Grande-Bretagne, malgré une opinion dramatiquement opposée à la guerre partout dans le monde y compris en Grande-Bretagne et à l'exception de l'Amérique empoisonnée par les crypto-fascistes qui la gouvernent.

Maintenant le bouquet: l'hypocrisie religieuse des chefs de gouvernement. Tous des dévots! Les bras en croix! États-Unis, Angleterre, Espagne. En chœur. Les trois la même semaine, même Tony Blair, devenu aux dernières nouvelles un pieux anglican. Et Bush aux yeux contrits et pieusement baisés! Une croisade, quoi! La chevalerie des pétrolières. La croisade des hydrocarbures.

PIERRE VADEBONCEUR

L'environnement comme arme de destruction massive

EN 1991, la guerre du Golfe a démontré au monde entier que l'environnement peut être utilisé comme arme de destruction massive. Déjà, dans les années 1980, des pressions étaient exercées pour que les impacts environnementaux de la guerre soient pris en compte, notamment en ce qui a trait au nettoyage des bases militaires. Les écologistes se battent pour que les « crimes écologiques » commis par les guerriers soient reconnus dans le cadre de la convention de Genève dont la mission est de « civiliser » la guerre. On s'en doute, les protagonistes de la prochaine guerre ne s'embarrasseront pas des conséquences sur l'environnement. Les États-Unis n'ont pas hésité à se retirer du Protocole du Kyoto sur les changements climatiques et veulent mettre la main sur le pétrole à bon marché. Ils sont prêts à investir 200 milliards \$ et à braver les Nations unies pour arriver à leurs fins. Cette même somme éradiquerait la pauvreté dans le monde.

Bilan d'une guerre soi-disant « propre »

La guerre du Golfe, en plus d'avoir provoqué d'immenses souffrances humaines, a causé des dommages écologiques à grande échelle. Six à huit millions de barils de pétrole ont ainsi été déversés dans le Golfe persique, créant la plus grande marée noire jamais vue sur plus de 500 km de côte. Avec l'incendie volontaire de 600 puits de pétrole koweïtiens, 67 millions de tonnes de pétrole sont parties en fumée, générant un nuage de suie, de gaz et de substances chimiques toxiques qui a eu des impacts sur les écosystèmes terrestres et marins de la région du Golfe. Il a fallu plus de huit mois pour éteindre les feux. Cela a provoqué des problèmes respiratoires immédiats parmi les populations locales. Des centaines de lacs de pétrole ont été formés, tuant oiseaux, mammifères et reptiles. Aujourd'hui encore, de nombreux oiseaux s'y engluent. Les habitats marins ont été déstabilisés et les sources aquifères contaminées.

Des bombes thermobariques ont pulvérisé la couche arable et détruit la végétation. Les chars

et autres véhicules à chenilles ont comprimé le sol, empêchant la végétation de repousser.

Les troupes de la coalition ont laissé des débris éparpillés sur plus de 40 000 kilomètres carrés au Koweït, dans le nord-est de l'Arabie saoudite et dans le sud de l'Irak. Il s'agit de matériel militaire lourd détruit, dont 5 000 chars et véhicules irakiens, 120 000 tonnes de munitions et 80 000 tonnes de débris de bombes. En plus de cela, quelque quatre millions de tonnes d'ordures ménagères dont des fosses septiques ont également été laissées dans les zones où sont passés les militaires. Enfin, nous n'insisterons pas sur les 200 000 cadavres qu'a fait cette guerre, de peur qu'un esprit mal tourné ne nous rappelle qu'eux, au moins, étaient biodégradables...

L'Irak aujourd'hui et demain

La plupart des systèmes médicaux et sanitaires, de distribution d'eau et d'énergie d'Irak ont été détruits lors de la première guerre du Golfe et n'ont jamais été remis en état. L'approvisionnement alimentaire dépend totalement d'un système de rationnement vulnérable aux troubles civils et à la dislocation des services administratifs. Une grande sécheresse affecte l'Irak depuis trois ans et n'a fait qu'aggraver la situation. La plupart des stations de traitement des eaux ne fonctionnent pas alors que le Tigre, la principale source d'eau des Irakiens, est pollué par des eaux usées.

L'impact d'une guerre dépendra entièrement des cibles qui seront visées et des armes utilisées. Le fait de projeter, préparer, initier ou mener une guerre contre l'Irak sans autorisation légale précise du Conseil de sécurité des Nations unies, comme le stipule la Charte des Nations unies, pourrait constituer un crime d'agression. Les faucons s'en foutent!

CLÔDE DE GUISE

Pour plus d'infos : <http://www.envirosagainstwar.org/>

La censure assure les bonnes affaires

LE MONDE des affaires est le lieu où s'exprime la plus grande vérité du monde : l'être humain existe pour faire du fric. Et pour y arriver, rien de tel que de réduire insidieusement la liberté d'expression lorsque le besoin d'épater la galerie et d'attirer de nouveaux clients se fait sentir.

Ainsi en fut-il lors de la dernière journée portes ouvertes de l'école des Hautes études commerciales (HEC), le 26 janvier dernier. L'Intérêt, un des journaux étudiants des HEC qui ne se distingue habituellement pas pour son progressisme, fait la une de son édition du 4 février avec une histoire cocasse et révélatrice de l'hypocrisie de la direction et des règles qui prévalent dans ce milieu : des membres de la rédaction de L'Intérêt aperçoivent, le matin même de la journée portes ouvertes, quelqu'un qui retire tous les journaux étudiants des présentoirs. Interrogée à savoir pourquoi, la personne répond que « comme on ne peut contrôler ce qui s'écrit dans les journaux étudiants, on les enlève » lorsque le besoin s'en fait sentir, c'est-à-dire lorsque de petits cégépiens naïfs viennent s'inscrire aux chics HEC. Interrogée par la suite, la directrice des communications des HEC justifie cette initiative par le fait qu'un des journaux étudiants, Le Grand Livre, publiait cette semaine-là un article qui montrait que les étudiants des HEC réussissent moins bien que leurs collègues des autres universités québécoises à un examen provincial. L'article posait l'hypothèse que c'était peut-être parce que les exigences d'admission des HEC étaient plus basses que celles des autres écoles. On comprend que la direction ne voulait pas que de telles hérésies tombent entre des mains innocentes...

Rebelote deux semaines plus tard, après la seconde « simulation des travaux de l'OMC » qu'organisent, les HEC.

L'année dernière, la Coalition interdépartementale des étudiants libres de l'UdeM (CIEL) en avait profité pour organiser une « simulation de manifestation anti-OMC ». La direction et le service de sécurité des HEC, qui ne s'attendaient

Le journal étudiant retiré contenait un article qui faisait l'hypothèse que les critères d'admission des HEC sont un peu laxistes...

pas à cela, furent pris de court par des manifestants pacifiques qui n'avaient pas l'intention de casser ou de bloquer quoi que ce soit. Cette année, le CIEL a récidivé en organisant AlternAgora, une semaine de conférences et d'ateliers pour offrir un discours alternatif à celui des participants à la simulation de l'OMC. Le CIEL a donc réservé sans problème des locaux aux HEC. À deux jours de l'ouverture de l'événement, la direction de l'école se rend compte que ce sont les mêmes maudits gauchistes que l'année dernière. Dans le but explicite de réduire la liberté d'expression entre ces murs placardés des noms de grands démocrates comme L'Oréal et Banque Nationale, la direction a donc fait savoir que ses locaux n'étaient plus disponibles et que l'événement pouvait être relocalisé dans les anciens locaux des HEC, un pavillon presque vide situé à dix minutes de marche du nouveau. Protestations, demandes de respect de contrat, rien n'y fit. Qu'on se le dise, il est interdit aux HEC d'affirmer que les règles de l'OMC ne sont pas la seule lorgnette à partir de laquelle on peut observer la mondialisation.

Après le scandale du détournement de fonds lors de la construction du nouveau pavillon, il semble que ça continue à sentir mauvais aux HEC, malgré tout le parfum Polo, Calvin Klein et Chanel qui s'y consomme...

MAGRITTE SAUVAGEAU

Aménagement paysager

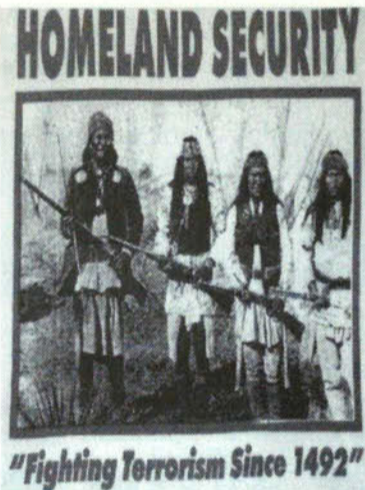
LEON DANIEL, un journaliste étatsunien ayant couvert la guerre du Vietnam, faisait partie du pool de journalistes organisé par le Pentagone pendant la guerre du Golfe de 1991. Les 24-25 février, l'armée ÉU affrontait un contingent de 8 000 soldats irakiens. À la fin de l'après-midi du 25 février, les journalistes du pool furent amenés sur le champ de bataille. Environ 2 000 soldats irakiens se rendirent, mais pas de trace des 6 000 autres. Daniel se rappelait qu'au Vietnam, après un affrontement même mineur « les corps s'empilaient comme du bois cordé » ; mais là, aucun corps, aucune trace de sang, aucune trace de bataille, rien. S'informant auprès de l'armée, il eu pour toute réponse : « Quels corps ? ».

Il apprendra seulement plusieurs mois plus tard comment les corps ont disparu. L'armée irakienne était installée dans des tranchées creusées, comme les soldats de la Première Guerre mondiale. L'attaque a commencé par un bombardement en règle, puis des tanks Abrams équipés de pelles ont enterré les tranchées avec les soldats irakiens vivants. Des blindés d'assaut Bradleys équipés de mitraillettes 7.62 mm suivaient derrière et tiraient dans le tas. Après la bataille, des bras, des jambes, des armes et toutes sorte d'autres pièces d'équipement dépassaient du sable du désert. Le Armored Combat Earth Movers suivait pour enterrer tout ce qui dépassait en nivelant (smoothing) le désert avec de l'équipement lourd. Il a été estimé que les 24-25 février 1991, 70 miles de tranchées ont été enterrées et nivelées.

D'après The San Francisco Chronicle (War without death 17-11-02)

La loi à l'ouest du Pecos

Tout le monde le sait maintenant, Doublev é a assez répété, les États-Unis sont le pays de la liberté. La Cour suprême des États-Unis vient de décider que 50 ans de prison pour un homme qui a volé deux vidéos à l'étalage, ce n'est pas une peine « cruelle et exceptionnelle ». En vertu de la loi « three strikes you're out », qui oblige les juges à condamner à 25 ans de prison un double récidiviste, peu importe la nature du crime, Leandro Andrade, un citoyen de Californie, a été condamné à 50 ans de prison. Andrade a volé deux vidéos pour ses enfants, Cendrillon de Walt Disney et Free Willy. Pourquoi 50 ans ? parce qu'Andrade a volé les vidéos dans deux magasins différents : deux vols = 50 ans. Le pays de la liberté et de la justice, il va sans dire.



Les principes de l'économie participative

1. Introduction

PROPOSER des solutions est souvent plus difficile que critiquer. Les critiques de l'économie sont nombreuses tandis que les propositions d'alternatives sont plutôt rares. La structure même de l'économie est pourtant la source de très nombreux et graves problèmes.

Certains lecteurs du Couac sont peut-être familiers avec l'économie participative (écopar), ce modèle d'une économie alternative proposé en 1991 par deux militants américains : Michael Albert et Robin Hahnel. Entre les économies de marché et planifiée, l'écopar offre une troisième voie.

Je vous propose une série d'articles dont l'écopar sera le thème central. Je discuterai de ses principales structures — dont je fais un survol dans le reste de cet article — mais répondrai aussi aux questions et critiques les plus fréquentes, notamment : l'écopar est-elle réalisable ? Est-elle « efficace » ? Va-t-elle à l'encontre de la nature humaine ? En existe-t-il des exemples aujourd'hui ?

Comme toute économie, l'écopar est structurée pour remplir trois grandes fonctions : la production, la consommation et

l'allocation. L'allocation est l'ensemble des mécanismes de coordination des activités de production et de consommation : qui produira quoi en quelle quantité, qui consommera quoi à quel prix, etc.

L'écopar propose une réorganisation complète des lieux de travail. La propriété privée des moyens de production et l'organisation hiérarchique de l'autorité et des conditions de travail font place à la propriété collective et à la gestion participative. La division du travail est revue et corrigée avec le concept novateur de « complexe équilibré de tâches » (CET). Les CET sont une manière de répartir équitablement les tâches onéreuses et de permettre à chacun de développer leur jugement de façon à être ensuite en mesure d'exercer une influence réelle sur les décisions.

L'écopar met en place des mécanismes permettant l'expression des besoins de consommation individuels et collectifs. Les implications sont majeures, particulièrement pour la consommation collective (routes, parcs, etc.). Plutôt que de requérir l'intervention de l'État, des conseils de quartiers, puis régionaux et nationaux, expriment la volon-

té de consommation des individus et des communautés.

Les pressions compétitives et anti-sociales du marché font place à des consultations dynamiques entre consommateurs et producteurs. Ce processus d'allocation, appelé planification participative, permet à l'offre et à la demande de converger en un plan réalisable pour l'économie. Les prix sont fixés en tenant compte du véritable coût social des articles : le type de travail qu'il requiert, les matières premières, les retombées pour l'ensemble de la société (bruit, pollution, etc.)

Toutes ces institutions visent à rendre les fonctions économiques efficaces tout en cultivant quatre valeurs centrales : la solidarité, l'équité, la gestion participative et la diversité.

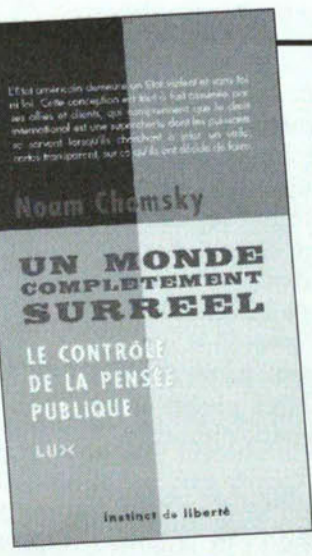
Vaste programme. Je vous y convie!

La prochaine fois : Production I — transformer les lieux de travail

JEAN-RENÉ DAVID
jrdavid@arobas.net

Pour ceux qui lisent l'anglais : <http://www.parecon.org>

Noam Chomsky est l'intellectuel américain le plus connu à travers le monde. Professeur au Massachusetts Institute of Technology (MIT) à Boston, il mène aussi une vie de militant libertaire. Les trois essais rassemblés ici avaient été publiés pour la première fois en brochure.



LUX

Le bien-être

LES BS vont encore se retrouver sous les feux de la rampe. Jean-François Mercier et François Avaré, le gagnant de l'Olivier du meilleur texte humoristique, veulent «brasser de la marde» (*La Presse* 12-3). Ils ont «imaginé» une série télévisée qui «produite par Fabienne Larouche, qui affirme avoir éprouvé un grand choc en lisant les textes». C'est l'histoire de «la famille Bougon, une famille unie tricotée serrée dont la principale activité consiste à trouver tous les moyens possibles et imaginables pour fourrer le système. Ce ne sont pas des BS en tant que tel, même s'ils vivent sur l'aide sociale.» Tiens donc! Pourquoi ils n'auraient pas une PME subventionnée à l'os? Le genre de boîte qui photocopie des rapports vendus un million pièce au gouvernement.

À quand une télésérie sur les assistés sociaux qui habitent les hauteurs de Westmount? Pourquoi pas une histoire sur telle famille, de milliardaire dont le patriarcat a bâti leur fortune en fournissant les contrebandiers d'alcool pendant la prohibition. Grâce aux magouilles de leurs avocats (on y compte même un ancien premier ministre) et de leurs influences politiques (pots-de-vin), ils ont fait voter des lois leur permettant de mettre leur fortune dans des fondations à l'abri de l'impôt. Et puis les M..., le bonhomme qui rêve de devenir premier ministre contrôle des compagnies maritimes (grassement subventionnées) enregistrées dans des paradis fiscaux. Ses bateaux pourris naviguent sous pavillon de complaisance avec des équipages sous-payés. Ou encore les D..., une famille de milliardaires tricotés serrés qui contrôle un vaste réseau d'entreprises internationales généreusement subventionnées par tous les ministères d'assistance sociale aux entreprises. Certaines des compagnies dans lesquelles ils ont investi ont des relations d'affaires avec les dictatures chinoise et birmane,

mais on n'en entend jamais parler parce qu'ils contrôlent les journaux. Et puis Ronnie et Micheline qui sont dans le cinéma. Ils obtiennent frauduleusement des millions en subventions grâce à des prête-noms, ce qui leur permet d'encaisser les droits d'auteurs à la place des auteurs. Ils font meubler et rénover leur maison et leur chalet aux frais de la compagnie, et quand la soupe devient chaude, ils transfèrent leurs millions dans les paradis fiscaux, etc, etc. Tout ce beau monde donne généreusement et se rencontre dans les dîners bénéfiques des partis politiques de droite et aux vernissages du Musée des Bôzarts.

Ils sont vraiment nuls nos scénaristes de la télévision. Nés pour un p'tit pain! Ils n'ont pas encore compris ce qui fait le succès universel des *soaps* américains: l'action se passe chez les riches. On veut savoir ce qui se passe chez les gros crosseurs, chez les petits on sait déjà, les séries télévisées sont déjà amplement pourvues en BS qui ont mal tourné. Dès qu'il y a un *fucké* quelque part, on peut être presque certain qu'il est sur le BS, de Réjean de *La Petite Vie* à la mère indigne de *Tag*, en passant par les petits criminels de tout acabit qui traînent dans les coins sombres de chaque téléroman. Avec un peu d'imagination, Fabienne Larouche & Cie pourrait nous faire une belle télésérie qui «brasserait de la marde» dans les mégaporcheres de Québec et de Canada Inc, là où les bien nantis se goinfrent allègrement dans l'auge à cochons des subventions gouvernementales. Taper sur les petits magouilleurs qui fourrent le système à la petite semaine, en oubliant les gros qui ramassent l'oseille à coups de millions, c'est brasser des gros clichés et des idées reçues déjà agités quotidiennement par Jean-Luc Mongrain et sa joyeuse bande de morons.

JACQUES BOUCHARD

Tireux d'roches

Les Tireux d'Roches, c'est un trio de musiciens, chanteurs et conteurs de la Mauricie qui «empruntent les sentiers de la souvenance pour proposer des voyages fantastiques dans l'imaginaire des anciens». Leur album «J'joue mon air...» (Local Distribution) contient des pièces toujours d'actualité: *Maluré Soldat/Reel du soldat* et *Prélude à l'enfer* en sont de bonnes roches... à tirer!

RAMON VITESSE

Bravo Luck

Le chanteur engagé Luck Mervil a remporté récemment un métrostar pour avoir animé l'une des pires merdes télévisuelles jamais produites (c'était avant Star Académie, bien sûr) en matière de construction de vedettes, soit l'émission *Mixmania*. En entrevue de fond de trente secondes accordée au *Couac*, il a tenu à rappeler à quel point il est fondamentalement narcissique et fier de sa personne et surtout, comment l'«engagement politique» auquel il s'adonne depuis quelques années ne constitue rien de plus qu'un truc marketing pour l'obtention de parts de marché supplémentaires pour ses nombreuses productions artistiques commerciales. T'inquiète Fuck (sic), on l'avait déjà remarqué.

LE CITOYEN UNTEL

110%

Si vous trouvez une phrase correctement formulée selon l'Office de la langue française au cours d'une émission de cette table ronde d'intellectuels sportifs présentée à T-cul-S, vous êtes chanceux en tabarnac.

LE CITOYEN UNTEL

Au royaume des cornichons...

FRANÇOIS PRATTE, porte-parole de l'ADQ en matière de culture, a été présenté dans les médias comme comédien et auteur. Dans le communiqué de l'AQD, on dit même qu'il est un «comédien et un auteur de talent». Mais qui connaît ce type? Manifestement, pas grand monde.



Le *Couac* mène l'enquête, découvre le pot aux concombres et les aspects aussi méconnus que glamour de sa carrière. Enfant, Pratte a joué dans une pub pour les «cornichons Raymond». Le voici la main dans le sac. [insérez photo].

Il a aussi écrit des livres pour enfants, a joué dans deux téléromans dans les années 1980 et s'est commis dans diverses obscures productions audiovisuelles que tout le monde a oubliées (voir Internet Movie Database, www.imdb.com).

Chute? La culture emballée sous vide?

Source de la photo: http://www.jacques-bouchard.com/album_souvenirs/

Comment être raciste et le faire passer pour de la science

LE MÉTRO, ce petit quotidien à grand tirage rempli de rien répété deux fois, nous massacre une dépêche de l'Associated Press (AP) en page 12 de son torchon du 12/03. Le titre: *Le «fast food» et l'excès de télé moins nuisibles aux Noirs*. Selon la dépêche modifiée par *Méto*, une étude longitudinale menée par un médecin de Boston démontrerait que le triumvirat télé/fast food/sofa est néfaste pour la santé, mais qu'il a moins d'effets sur les Noirs que sur les Blancs. C'est possible, effectivement, qu'une étude en arrive à ce constat parmi d'autres. Le problème est dans le compte-rendu journalistique de l'explication scientifique. Tel que rédigé par

l'AP et visiblement tronqué par *Méto*, celui-ci est un exemple clair de journalisme à la mords-moi le nœud, une association de termes qui puent l'ignorance, le racisme ordinaire et le besoin de monter le journal en vitesse. Il illustre de plus l'importance qu'on accorde à l'information dans ce journal qui fonctionne sans journaliste, mais avec sept pupitreurs qui piquent de l'info sur les fils de presse. Nous mettons n'importe qui au défi de nous donner le sens clair de ce paragraphe, qui constitue l'explication du constat surprenant annoncé dans le titre de l'article:

«M. Pereira [l'auteur de l'étude, ndr] explique que la raison

peut être que «les Noirs ont un régime alimentaire plus pauvre que les Blancs». Lorsqu'ils sont à la maison, ils consomment «moins de fibres et plus de sodas», «donc les Noirs qui ne mangent pas beaucoup de «fast food» ont quand même une alimentation plus pauvre».

Contresens, phrases tronquées, guillemets à qui mieux mieux, travestissement des propos originaux, ce paragraphe ne mérite rien de moins que le Pulitzer de la désinformation. En tout cas c'est la preuve qu'avec *Méto*, on se rend peut-être à destination, mais on ne comprend rien à la situation!

MARCO SILVESTRO

Le summum de l'Académie

AH QUE CETTE ACADÉMIE FAIT JASER! Partout, dans l'empire Québecois, les voix s'élèvent à l'unisson pour clamer les bienfaits de cette grande percée télévisuelle: la Star Académie. Impossible de réaliser ce spectacle sans la présence d'un géant comme le nôtre, proclame l'empereur Pierre-Karl Péladeau devant la Chambre de Commerce de la cité. La concentration, le contrôle que cet État dans l'État doit déployer pour obtenir le bien de tous, n'a pas de limite, et ce, pour le bien de tous évidemment. Que cela entraîne quelques entorses aux pratiques courantes du métier du «showbiz» n'est que très secondaire. Des contrats d'exclusivité de cinq ans avec remise de 40% du cachet des gains futurs des artistes n'a pas de quoi choquer le duo Snyder-Péladeau. Les pratiques aléatoires du système de votation non plus. D'ailleurs, pourquoi s'en étonner? N'est-ce pas ce genre d'attitude qui est pratiqué dans un autre lieu? Non pas la Star Académie, mais bien de son parent pauvre: la Scab Académie. Cette institution instaurée pour encadrer le conflit de Vidéotron qui persiste encore après plus de 10 mois sans aucun résultat en vue.

Dans ce royaume de relations avec ses employés, Péladeau utilise les mêmes tactiques injustes envers son personnel syndiqué en employant une armée de briseurs de grève pour faire rouler l'économie de son royaume. Entre le spectacle de l'avant-scène et la diffusion technique de l'arrière-scène, un mur. Mais dans les deux cas, c'est la même façade, celle de l'argent, convergence oblige.

NORMAND BÉLAIR

Cyclope, le plein d'yeux

En marge de la campagne électorale à courte vue, le collectif BD Cyclope effectue un retour clairvoyant en publiant simultanément deux recueils: *L'enfance du Cyclope* (Zone Convective) et *Cyclops aim for the eye* (Conundrum Press/Goutte d'Encre). Sous la direction de Marc Tessier et Hélène Brosseau — des artisans de la BD d'auteur indépendante québécoise, — les deux bouquins offrent à visiter chacun une vingtaine d'auteurs en plus de deux cents pages dans les deux langues. Si quelques travaux se retrouvent dans les deux ouvrages, majoritairement il s'agit d'inédits et d'indispensables. Le pari d'une BD qui va dans des sens qui transfigurent l'expérience humaine — souvenirs d'enfance, prises de position, rêves mouillés, détournements utopiques, etc. — fait crier: Bravo!!! Autant d'univers singuliers favorisent, paradoxalement, une compréhension communautaire d'un médium, voire d'un monde libre. Si ces pages osaient, nous pourrions déshabiller ce livre dès la première page et en dire plus sur le fait que de tels poings de vues vont bien au-delà de vaines promesses...

RAMON VITESSE

Le tour du nombril d'Isabelle Maréchal

Isabelle Maréchal propose sur TV5 une nouvelle émission intitulée modestement *Isabelle autour du monde*. Objet de l'émission: Madame Isabelle parcourt les «quatre coins du monde» à la «rencontre des Franco-Canadiens installés à l'étranger». Ceux de Plattsburg, de Lowell, du Rwanda ou de la Palestine? Pensez-vous! Plutôt ceux de «Suisse, Tunisie, Las Vegas, Los Angeles, Rio de Janeiro, Berlin, Vienne, Prague, Athènes, Londres, Dublin, Venise, Rome, Barcelone, Lisbonne». Vu l'intérêt potentiel de cette émission toute simple, on souhaite à Madame qu'elle n'en revienne pas.



Francis Dupuis-Déri Les Black Blocs

Politologue, Francis Dupuis-Déri a également milité dans divers groupes d'inspiration libertaire. Son analyse du phénomène des Black Blocs met à la portée de tous la complexité de ces rassemblements anarchistes qui se révèlent au premier plan de plusieurs manifestations antimondialisations. Après un exposé critique, ce livre propose à lire plusieurs textes issus de divers Black Blocs ainsi qu'une analyse du militant américain Michael Albert.



Francis Dupuis-déri — *Black Blocs* (14,95\$) 220 pages
Bon de commande à nous retourner

par courrier: LUX ÉDITEUR
C.P. 129, succ. de Lorimier, Montréal
(Québec) H2H 1V0

Je règle par: Mandat Chèque

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____

En vente dans toutes les librairies,
14,95\$ (+ tx) # TPS: 143635464

LUX



Torture Académie

« Si vous ne violez pas les droits de l'homme de temps à autre, probablement que vous faites mal votre travail. » Un fonctionnaire de la CIA (*Washington Post* 26-12-02)

DÉPUIS les attentats du 9-11, l'extrême droite états-unienne ne manque pas une occasion de promouvoir la légalisation de la torture. Le sujet refaisait surface dernièrement avec la capture au Pakistan de Khalid Cheik Mohammed, le fameux cerveau présumé d'Al-Qaïda que sa soeur décrit comme « lent d'esprit » et « incapable de faire du mal » (*Libération* 3-3). Alan Dershowitz, professeur de droit à l'Université Harvard, qui plaide déjà pour la légalisation de la torture en novembre 2001 dans une lettre ouverte au *Los Angeles Times* (8-11-01), remettait ça dans une interview à Wolf Blitzner sur CNN (3-3). D'emblée, Dershowitz affirme que la torture n'est pas illégale. Tout ce qui est interdit, c'est l'usage comme preuve en Cour, d'une déclaration obtenue sous la torture, pour incriminer son auteur. Selon lui, on pourrait théoriquement torturer pour incriminer un tiers ou prévenir un attentat terroriste, mais tout ça n'est pas clair.

La torture light

Les États-Unis pratiquent déjà la « torture légère » (US interrogators turn to « torture light » *The Guardian* 25-1) à Guantanamo et à la base de Bagram en Afghanistan. La même douleur mais deux fois moins de calories? Lors de la capture du « cerveau », tant à TQS qu'à Radio-Canada, des « experts indépendants », en l'occurrence d'anciens agents des services secrets, ont expliqué aux téléspectateurs en quoi consistait la torture légère, aussi appelée « stress and duress » (tensions et contraintes), pratiquée par les tortionnaires de la CIA. Les prisonniers sont privés de nourriture et de sommeil. Quand ils ne sont pas soumis à des interrogatoires serrés, ils sont ou suspendus, ou attachés (emballés avec du *duct tape*) dans des positions inconfortables. On les éclaire avec de puissants projecteurs et on leur fait jouer de la musique assourdissante pour les empêcher de dormir. Ils doivent assouvir leurs besoins naturels dans leurs vêtements et on les empêche de se laver. On les frappe sous la plante des pieds, et on les lance occasionnellement un peu sur les murs. Deux prisonniers sont morts pendant un interrogatoire à la base de Bagram en décembre (*America admits suspects died in interrogations, The Independent* 7-3). D'après leurs certificats de décès, ils sont morts des suites de blessures causées par des instruments contondants avec complications, pulmonaires dans un cas, et coronariennes dans l'autre. Ça, c'est la version *light*! Pour les choses sérieuses, la CIA fait torturer ses suspects en « sous-contrat » par des pays moins scrupuleux avec ce genre de boulot, comme le Maroc, les Philippines, l'Égypte ou la Jordanie.

Le problème donc, selon Dershowitz, c'est qu'on torture hypocritement, en secret et dans l'illégalité. Voter des lois qui sont violées systématiquement ne peut que discréditer l'appareil judiciaire. « La démocratie exige imputabilité et transparence [...] Plus important, elle exige d'être conforme aux règles du droit. » Il faut donc légaliser. De plus, la torture est une chose trop sérieuse pour être laissée à la discrétion de la police, selon ce grand spécialiste du droit. Il faut donc confier aux juges le rôle d'émettre des mandats de torture en bonne et due forme. À partir du moment où on a un mandat de terroriste contre quelqu'un, on devrait pouvoir obtenir un mandat de torture. Quand on sait qu'avec les nouvelles lois antiterroristes, presque tout le monde peut éventuellement se retrouver « accidentellement » sur une liste de suspects; ça promet.

Nouvelles méthodes

Il faudra aussi définir quelles seront les méthodes de torture acceptables. Dershowitz suggère par exemple d'insérer des aiguilles « stérilisées » (quelle délicatesse) sous les ongles des suspects, ou d'utiliser une fraise dentaire sans anesthésie (il aura aimé *Marathon man*). Bien sûr, ça violerait un peu les Accords de Genève, mais tout le monde le fait « secrètement et hypocritement, comme les Français en Algérie par exemple ». Cependant, un des gros problèmes avec la torture, c'est qu'elle produit des informations peu fiables, les suspects ayant tendance à avouer n'importe quoi pour faire cesser la douleur. C'est là qu'Indiana Jones inter-



vient. Le *Washington Times* du « révérend » Moon, le quotidien le plus lu au Pentagone, publiait la solution proposée par le Dr Jack Wheeler: qualifié de « vrai Indiana Jones » par le *Wall Street Journal*, de « créateur de la doctrine Reagan » par le *Washington Post*, et de « ganster idéologique » par la presse soviétique. On peut aussi lire une biographie et la prose du bon docteur en philosophie, sur le site d'extrême-droite NewsMax.com.

Wheeler écrit que la question éthique ne devrait même pas se poser: la torture a fait ses preuves. Il prend pour exemple un cas où la police des Philippines aurait torturé avec succès un membre de Al-Qaïda et évité un attentat. Le prisonnier a été torturé avec les vieilles méthodes, « brûlures de cigarettes sur les testicules, fractures des côtes ». Il a fallu deux semaines pour en venir à bout. Efficace, mais lent! Il faut développer une méthode qui prend quelques heures pas plusieurs jours, et on doit être certain d'obtenir la vérité. C'est ici que

La torture dans votre salon

Si on légalise la torture, il va falloir former des bourreaux. La solution: *Torture Académie*, on invite les grands spécialistes des pays qui pratiquent actuellement la torture: Maroc, Philippines, alliés du Golfe persique, Israël, vétérans des dictatures d'Amérique du Sud, leurs professeurs de l'École des Amériques, pour enseigner aux élèves les plus prometteurs de l'École de police, tout ce qu'il faut savoir pour être un bon tortionnaire. Les prisons sont pleines de délateurs potentiels qui pourraient servir de matériau de base. L'émission serait diffusée en direct tous les soirs, et le public choisirait ses bourreaux nationaux en votant par téléphone. Ça créerait un

la technologie moderne arrive à la rescousse. Premièrement, il faut un scanner à résonance magnétique permettant de détecter instantanément la région du cerveau en activité quand le suspect ment, ou dit la vérité. Deuxièmement, un respirateur mécanique: le « patient » à donc la tête dans le scanner et le corps dans le « poumon d'acier ». On lui injecte alors du *succinyl choline chloride* (SCC).

Le SCC paralyse les fonctions neuromusculaires sans affecter le système nerveux central. Le « patient » est conscient, sa mémoire fonctionne, il peut réfléchir, il peut parler mais il ne peut pas respirer sans son respirateur artificiel, si la machine s'arrête, il meurt. Premièrement, on localise les régions en activité lorsque le suspect répond à des questions simples. Crois-tu en Allah? Veux-tu manger du porc? Puis on passe aux choses sérieuses. On l'interroge. S'il ment, on le voit sur le scanner et on coupe la machine pour le laisser suffoquer une minute ou deux, puis on remet la machine. Jusqu'à l'obtention des renseignements convoités. « Après une heure ou deux, il va chanter comme un choeur de canaris », précise le docteur.

Sublime raffinement, une fois qu'on a obtenu de lui ce qu'on voulait, on l'informe qu'il sera exécuté, mais qu'avant, on l'endura de graisse de porc, et qu'après sa mort, son corps sera manipulé par des femmes qui vont l'incinérer et disperser ses cendres au vent. Comme ça, il n'ira jamais au paradis des martyrs. « Le seul moyen de gagner la guerre contre le terrorisme, c'est de terroriser les terroristes », écrit le bon docteur Wheeler. Dershowitz prétend qu'il faut cesser d'être hypocrites, et Wheeler qu'il faut effrayer les terroristes, pourquoi ne pas jumeler ces deux bonnes idées? Pour faire peur aux terroristes, ceux-ci doivent connaître ce qui les attend. À l'ère de la télé-réalité, il n'y a pas à hésiter, il faut téléviser les séances de torture en *prime time*. Ce soir, on torture Oussama, en exclusivité sur CNN. Imaginez les cotes d'écoute. Le prix de diffusion des pubs dépasseraient ceux du *Superbowl*.

sentiment de solidarité entre le peuple et ses bourreaux.

Et puis il n'y a pas que les choses sérieuses dans la vie, il faut aussi se divertir un peu. Pourquoi pas un concours inspiré de *Survivor*? On confie aux concurrents un secret important de la culture étatsunienne (le secret de la Caramilk, ou le nombre de chirurgies esthétiques subies par Michaël Jackson), et on torture les concurrents jusqu'à ce qu'ils avouent leur secret, le plus résistant devenant millionnaire.

Vive la liberté! Vive la démocratie! *God bless America!*

JACQUES BOUCHARD

La guerre économique

QUI NE SE SOUVIENT PAS DE L'ADAGE voulant qu'il n'y a rien de mieux qu'une bonne guerre pour relancer l'économie? Or, quelques jours avant que ne recommencent les bombardements sur Bagdad, la propagande médiatique a tergiversé quant à l'impact de ceux-ci sur l'économie occidentale. D'un côté, des analystes déclaraient que l'incertitude créée par la guerre elle-même pouvait avoir un impact négatif sur les marchés financiers, alors que d'autres avouaient clairement que c'était l'incertitude du déclenchement même de la guerre qui créait cet impact négatif. Même si la différence entre les deux opinions semble de taille, il faut souligner que leur logique demeure identique.

Pour les premiers, la guerre n'est pas une bonne chose dans la mesure où elle crée de l'incertitude chez les entreprises qui peuvent voir leur chiffre d'affaire baisser à cause de celle-ci. Les compagnies aériennes font partie de ce nombre puisqu'en temps de guerre, la peur qui en résulte a pour fâcheux résultat d'immobiliser les voyageurs peu téméraires. On peut donc penser que ces entreprises sont contre la guerre et que, la main sur leur portefeuille, elles n'ont pas d'autres arguments à avancer sauf celui d'un règlement rapide afin qu'elles puissent recommencer leurs affaires et ce, le plus rapidement possible.

Mais pour les seconds, la guerre est rentable et même souhaitable. Et à en croire les grands titres du style « Les marchés applaudissent la fin des tergiversations sur l'Irak » (*Le Devoir*, 18/03/03, p.B1) et « Pour l'économie américaine, la guerre signifie d'abord la fin des incertitudes » (*Idem*, p. B5), les analystes financiers qui tergiversent pour les entreprises qui bénéficieront de la guerre en Irak font partie de cette majorité qui aime bien le bruit des bombes. Ailleurs que chez eux, bien enten-

du. Eux aussi, la main sur le portefeuille, saluent le début des bombardements et espèrent que ceux-ci dureront assez longtemps pour que leurs affaires continuent à prospérer. Le trio de la mafia pétro-automobile-militaire se retrouve au centre des entreprises qui verront leurs affaires prospérer. Pour les militaires et les fabricants automobiles, qui sont très souvent rattachés l'un à l'autre, la guerre a pour effet bénéfique de remplir leurs carnets de commandes. Parce qu'évidemment, il faudra bien remplacer les bombes larguées et les véhicules de tous types détruits et entretenir tout le matériel utilisé. Pour les pétrolières, les profits risquent également d'augmenter considérablement. D'abord parce que la baisse du prix du brut ne se traduira vraisemblablement pas par une baisse équivalente du prix à la pompe — le contraire risquant même de se produire à cause de « l'incertitude » que cause la guerre diront les pétrolières —, et aussi parce que, suite à la fin de cette guerre, le pétrole irakien risque de tomber sous le contrôle des multinationales étatsuniennes et britanniques, représentantes des pays qui auront « libéré » le peuple irakien.

Les leçons du passé

En 1991, lorsque la première bombe avait touché le sol irakien, les marchés financiers étaient repartis en hausse. Nous sommes en 2003 et rien ne semble avoir changé puisque, face à la guerre imminente, Hugh Johnson, un directeur aux investissements de la First Albany, se réjouit en ces termes: « Les investisseurs voient enfin de la lumière au bout du tunnel ». (*Idem*, p. B1)

Or, avant les événements du 11 septembre 2001, les économistes de par le vaste monde prédisaient un fort ralentissement de l'économie. Après ceux-ci, on prévoyait encore un ralentissement mais, toujours selon eux, celui-ci pouvait être évité par

une reprise de la production. Face à ce creux économique possible, l'administration Bush était même partie en croisade avec son slogan « Renforcer notre économie ».

Et bien voilà, malgré la grande vague de protestation mondiale qu'elle a soulevée, la guerre contre l'Irak est repartie même si, dans les faits, elle n'avait jamais cessé. L'embargo commercial qui a causé plus de 600 000 morts et les bombardements dans la zone d'interdiction de vol sont désormais des faits connus par l'opinion internationale. Et ce qui est clair, c'est que cette guerre risque bien d'engendrer d'autres actes de terreur qui feront, eux aussi, rouler l'économie et le marché de la répression.

Sans tomber dans la paranoïa et la théorie du complot, il est de plus en plus légitime de croire que le 11 septembre a malheureusement été bénéfique pour les maîtres du monde. De plus, on sait que le gouvernement étatsunien était au courant que quelque chose de gros se préparait. Que cette suite d'événements soit le fruit d'une volonté machiavélique serait bien entendu déplorable et inhumain, mais en parfaite conformité avec l'agenda de contrôle des populations si cher au bon fonctionnement de la « démocratie » des maîtres du monde. Et ce qui est encore plus déplorable, c'est que les commentateurs des analystes financiers endossent également ce désir irrationnel de faire de l'argent avec le malheur des autres et ce, peu importe les conséquences pour l'état actuel du monde.

« Le seul moment où la peine capitale est légitime, c'est pour le capitalisme. » Je ne me souviens pas qui a dit cette phrase célèbre, mais elle est plus que jamais savoureuse.

MARTIN PETIT



JOIN THE F.F.F. TODAY
FUCK FRENCH FRIES
AND FUCK FRITES BELGES TOO!
(by demand of Israel)



CISM
89,3 FM